

# L'exercice de la liberté de circulation pendant la crise sanitaire en RDC

Par Dieudonné Basapi\*

## A. Introduction

La crise sanitaire liée à la pandémie de covid-19 a engendré autant des mesures pour résoudre le problème. Il a été pris presque partout au monde des mesures de restriction des libertés garanties aux citoyens. Ces mesures venaient à limiter l'exercice de certaines libertés fondamentales, dont la liberté de circulation, que plusieurs instruments juridiques internationaux, notamment la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et le pacte international relatif aux droits civils et politiques garantissent et protègent.

S'agissant particulièrement de la République Démocratique du Congo, c'est l'article 30 de la Constitution qui garantit la liberté de circulation et le code pénal en sanctionne les atteintes. Néanmoins, l'exercice de cette liberté a été greffé de plusieurs restrictions pendant la crise sanitaire liée à la pandémie à covid-19 particulièrement avec l'ordonnance du chef de l'Etat n°24/014 du 24 mars 2020 portant proclamation de l'état d'urgence sanitaire.

La présente réflexion se penche sur la nécessité ou l'effet utile de ces restrictions légales au regard des conséquences qu'elles ont eues sur le plan économique et social. Elle présente d'abord la liberté de circulation en tant que liberté fondamentale susceptible de connaître des limitations avant d'analyser *in concreto* les restrictions apportées à cette liberté fondamentale dans le contexte de crise sanitaire en RDC.

## B. La liberté de circulation, une liberté fondamentale limitable

La liberté d'aller et de venir est une liberté fondamentale de la personne humaine. Elle consiste en la possibilité de se déplacer suivant ses désirs, d'où l'expression imagée de « la liberté locomotrice<sup>1</sup> ». La notion de circulation qui recouvre la liberté d'aller et de venir est assez complexe. Il y a lieu tout d'abord de distinguer le mode même de circulation et ensuite d'étudier le problème spécial posé par une circulation qui n'est pas purement désintéressée.

On peut distinguer divers types de circulation, suivant le milieu utilisé : par exemple, la circulation aérienne, maritime et terrestre. La circulation aérienne peut être interdite, soumise à des règlements qui présentent la caractéristique d'avoir une portée nationale,

\* Assistant à la Faculté de droit de l'université de Kikwit et Avocat au barreau du Kwilu (République Démocratique du Congo).

1 *Albert Colliard, Libertés publiques*, 7<sup>ème</sup> édition, 1989, p. 311.

internationale et non pas une simple portée locale. Des lois particulières régissent la circulation maritime et la circulation sur les espaces de navigation intérieure.

Les problèmes les plus intéressants sont posés par la circulation terrestre. Elle peut utiliser divers modes : se déplacer à pied, à bicyclette, à cheval, par véhicule. C'est la circulation à pied qui semble comporter le maximum de liberté. Néanmoins, cette liberté des piétons n'est d'ailleurs pas absolue : le piéton peut, par exemple, dans les villes, être astreint à ne traverser les chaussées qu'à certains endroits ou qu'à certains moments que lui indiquent des signaux lumineux.

La circulation des véhicules est dominée par le principe général de la liberté qui l'a emporté à l'origine, mais qui progressivement a fait place à une réglementation dans le code routier. Les véhicules doivent, par exemple, pour circuler, obéir à certaines règles concernant la charge transportée, l'état de roues, les dispositifs d'éclairage, les signaux sonores, les indicatifs de signalisation, les organes de freinage, etc.....

### *1. Les sources de la liberté de circulation*

S'il est possible d'admettre que la théorie des libertés publiques ne peut s'étudier que dans le cadre du droit positif, du moins faut-il admettre aussi que ce droit positif n'est pas le résultat de l'œuvre fantaisiste et arbitraire du législateur. Il est dominé par diverses sources. Deux de ces sources sont essentielles : source internationale et source nationale.

#### *1. Sources internationales*

« Au fil du temps, des doctrines et religions, et tout particulièrement la religion chrétienne, ont proclamé l'éminente dignité de l'être humain. C'est néanmoins sous l'influence des philosophes des lumières que l'on va chercher à donner des libertés et des droits une formulation juridique destinée à produire des effets de droit »<sup>2</sup>.

L'affirmation de l'existence des droits inhérents à la personne humaine est devenue une valeur internationalement reconnue au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle les atrocités commises par le régime nazi ont révélé la faible conscience des États face à cette exigence d'universalité de la condition humaine. Sans dénaturer la portée des textes existants, notamment la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, le texte de 1948 impose à la communauté des nations de garantir l'existence des droits civils et politiques fondamentaux, qui sont complétés par l'affirmation de droits économiques et sociaux, comme le droit à une assistance financière en cas de maladie ou de chômage, qui en permettent effectivement l'exercice.

C'est pourquoi, il fut indispensable de proclamer les droits de l'individu notamment dans La Déclaration universelle des droits de l'Homme du 10 décembre 1948 et le Pacte

2 Kamukuny Mukinay, Droit constitutionnel Congolais, Kinshasa 2011, p. 304.

international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966, qui lui viennent de la nature même, qui préexistent à la société civile et qui lui sont supérieurs.

a) La Déclaration universelle des droits de l'Homme du 10 décembre 1948

L'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que « toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État [...], [et] le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays ».

Ce texte faisant partie de l'arsenal juridique international relatif aux droits de l'homme, dénote la volonté de la communauté internationale de protéger la liberté de circulation qui est un droit fondamental de la personne humaine sans lequel cette dernière perd son auto-détermination et partant, sa qualité d'homme.

b) Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966

Le pacte international sur les droits civils et politiques, ratifiés par 98 États, reprend les notions fondamentales : droit à la vie, interdiction de la torture, droit à un procès équitable, libre circulation des citoyens, liberté de pensée, de conscience, d'opinion et de participation à la vie politique. Il instaure un Comité des droits de l'homme des Nations unies<sup>3</sup>. Aux termes de son article 12, quiconque se trouve légalement sur le territoire d'un Etat a le droit d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence; toute personne est libre de quitter n'importe quel pays, y compris le sien. Le même article renchérit que les droits qu'il garantit ne peuvent être l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui, et compatibles avec les autres droits reconnus par le présent Pacte.

2. Sources nationales

Au niveau national, c'est l'article 30 de la constitution congolaise du 18 février 2006 qui garantit à toute personne qui se trouve sur le territoire national le droit d'y circuler, d'y fixer sa résidence, de le quitter et d'y revenir, dans les conditions fixées par la loi.

En plus de la constitution, la République Démocratique du Congo peut se prévaloir du code pénal de 1940, de certaines institutions publiques et de quelques documents à teneur politique qui peuvent être invoqués à l'actif de la promotion de droits de l'homme. Des mécanismes spécifiques comme les départements ministériels ont été entièrement ou partiellement consacrés à la sauvegarde des droits de l'homme.

3 Préambule du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

## *II. Le régime restrictif d'une liberté fondamentale*

Les circonstances graves menaçant l'intégrité du territoire national peuvent être un motif de la restriction de l'exercice de la liberté fondamentale, mais il faut respecter les principes requis à ce propos.

### **1. Fondement de la restriction d'une liberté fondamentale**

La liberté fondamentale est tellement liée à la personne qu'on ne peut y porter atteinte sans détruire la personne elle-même. Porter atteinte à la vie d'une personne peut s'agir à la mutiler, la réduire en esclave, la maintenir dans une situation diminuée, bref porter atteinte à ce qu'il y a en elle de plus fondamental telle que la circulation ou le déplacement.

Cependant, des circonstances exceptionnelles, extrêmes, imprévisibles, peuvent amener un État, sur un territoire donné, pour une durée déterminée, à une restriction des lois, réputées démocratiques, et jugées insuffisantes pour faire face à un danger public en cours ou imminent, contrairement aux normes de l'État de droit courant.

En effet, dans son article 85, la constitution dispose : lorsque des circonstances graves menaçant, d'une manière immédiate, l'indépendance ou l'intégrité du territoire national ou qu'elles provoquent l'interruption du fonctionnement régulier des institutions, le président de la République proclame l'état d'urgence ou l'état de siège après concertation avec le premier ministre et les présidents de deux chambres conformément aux articles 144 et 145 de la présente constitution. Il informe la nation par un message. Les modalités d'application de l'état d'urgence et de l'état de siège sont déterminées par la loi.

Ainsi, pour éviter les sentiments politiques malgré cet énoncé de l'article 85, l'article 145 soumet dès sa signature au contrôle de constitutionnalité toutes affaires cessantes, l'ordonnance d'état d'urgence ou d'état de siège.

### **2. Principes régissant les restrictions d'une liberté fondamentale**

L'exercice et la jouissance des libertés fondamentales s'exercent sous la seule réserve des restrictions nécessaires édictées par les lois et règlements, notamment dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté d'autrui, de la santé, de la morale ou des droits et libertés des personnes.

Il est d'une possibilité pour les gouvernements, dans le cadre de la crise sanitaire, pour lutter contre la COVID 19 par exemple, de prendre des mesures d'urgence en cas de menace grave. Mais les mesures visant à limiter les libertés fondamentales doivent être légales, proportionnelles, nécessaires et mises en œuvre de manière non discriminatoire. Elles doivent donc avoir un but et une durée déterminés toute fois renouvelable, pour protéger la santé publique<sup>4</sup>.

4 Les articles 5 et 12 du pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1996.

Le principe de légalité veut que la restriction puisse trouver un fondement dans le droit interne de l'Etat et que l'autorité qui restreint les droits, le fasse en vertu de ses compétences. La proportionnalité suppose que la mesure prise doit correspondre à l'empileur de la crise faisant objet de la restriction de la liberté et qu'il doit être pris des dispositions palliatives à la survie de citoyen. La mesure doit aussi être nécessaire en ce sens qu'en dehors de la restriction de la liberté aucune autre solution pouvant servir de même que celle-ci pour trouver solution à la circonstance. Enfin la mesure doit être non discriminatoire au motif que, comme le dit la constitution en prônant l'égalité de tous devant la loi, elle ne peut pas avoir pour effet personnel en fonction de la catégorie, race, religion, culture, etc. des citoyens.

### **C. Les restrictions à la liberté de circulation pendant la crise sanitaire en RDC**

La notion de liberté fondamentale ne signifie donc pas que l'Etat ne peut jamais porter atteinte à celle-ci, individuelle ou collective soit-elle, mais que des garanties particulières doivent dans ce domaine être accordées à l'individu afin que ces atteintes ne soient jamais irrégulières et illégales.

Ainsi, par exemple, la liberté de circulation peut entrer en concurrence avec d'autres intérêts protégés, tel que le droit à la santé. Dès lors, pour répondre à la crise sanitaire provoquée par la survenance du COVID-19 le Président de la République Démocratique du Congo a déclaré un état d'urgence sanitaire sur le territoire de la République à travers l'ordonnance du 24 mars 2020, avec l'objectif de "faire face à la pandémie de covid-19 qui met en péril par sa nature et sa gravité.

Dans son article 3.1 l'ordonnance du chef de l'Etat ordonne : que des mesures relatives à l'exercice de la liberté pour des raisons de sécurité sanitaire, les mesures relatives à l'exercice des libertés suivantes sont prises : L'interdiction de tous les voyages de la capitale vers les Provinces et vice-versa, afin de permettre le confinement de la Ville de Kinshasa, foyer de la pandémie. Pour ce faire, chaque Responsable d'Institutions ou des Services est chargé de prendre des mesures de service minimum pour palier le confinement, à leurs domiciles des autres agents de l'État.

#### *I. La nature grave des restrictions à la liberté de circulation*

« Suite à la considération de la propagation inédite, imprévisible et rapide du, COVID 19, à travers le monde et particulièrement dans notre pays depuis début mars 2020, ayant provoqué l'interruption du fonctionnement régulier des institutions de la République et susceptible de causer une catastrophe sanitaire mettant en péril, par sa nature et sa gravité, la santé de la population, il a été prise, une ordonnance présidentielle énonçant la prise

des mesures nationales pour agir au quotidien, notamment par la restriction de certaines libertés, dont la liberté d'aller et de venir, de réunion et d'entreprendre<sup>5</sup> ».

Ainsi on se pose la question de savoir si l'ordonnance du 24 mars 2020 avait été prise en toute légalité et voir si ladite ordonnance était nécessaire ou pas au contexte Congolais.

1. Conformité de l'ordonnance n° 20/014 du 24 mars 2020 portant proclamation de l'état d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de covid-19

L'article 85 alinéa 1 de la Constitution, dispose que lorsque des circonstances graves menacent d'une manière immédiate l'indépendance ou l'intégrité du territoire national ou qu'elles provoquent l'interruption du fonctionnement régulier des institutions, le Président de la République proclame l'état d'urgence ou l'état de siège après concertation avec le Premier ministre et les Présidents des deux Chambres conformément aux articles 144 et 145 de la présente Constitution.

« Pour sa part, la Cour constitutionnelle saisie pour appréciation de la conformité de ladite ordonnance à la constitution, dira que l'Ordonnance n° 20/014 du 24 mars 2020 est conforme à la Constitution et garantit le droit à la santé prévu par l'article 47 alinéa 1 de la Constitution ainsi que le droit pour toute personne à un environnement sain propice à l'épanouissement intégral tel qu'énoncé par l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution »<sup>6</sup>.

Au regard de ce qui vient d'être dit, dans son arrêt R.Const.1.200 du 13 avril 2020, la Cour constitutionnelle s'est prononcée sur le régime d'état d'urgence et d'état de siège, sur saisine en appréciation de la conformité à la constitution de l'ordonnance portant proclamation de l'état d'urgence sanitaire pour faire face à la crise du COVID 19. Les articles 61, 85, 119, 144 et 145 déterminent les pouvoirs de chaque institution : Président de la République, Assemblée nationale et Sénat, Congrès et Cour constitutionnelle.

Donc, on peut attester qu'après l'analyse des textes légaux et jurisprudentiels, on peut affirmer que cette ordonnance a respecté la légalité pour son existence.

2. Effectivité de l'ordonnance n° 20/014 du 24 mars 2020

Deux jours après l'instauration de l'état d'urgence sanitaire dans le pays et le placement en isolement de Kinshasa, le gouverneur de la capitale, Gentiny Ngobila, a annoncé trois semaines de « confinement total », mais intermittent. Une mesure qui suscite une vive inquiétude. Un confinement total intermittent de trois semaines prendra effet à dater du samedi 28 mars 2020, a annoncé Gentiny Ngobila, jeudi soir. Dans son discours, le gouverneur de la tentaculaire capitale congolaise a détaillé les modalités de cette mesure qui se prolongera sur une première période de quatre jours, avant d'être temporairement interrompu les mercredi 1er et jeudi 2 avril.

5 Lire le préambule de l'ordonnance du 24 mars 2020, § 4 et 5.

6 R.CONST 1.200.

Les Kinois seront alors à nouveau autorisés à circuler, afin de s'approvisionner, avant de reprendre leur confinement total pour les quatre jours suivants.

Cette rotation est censée durer trois semaines, périodes durant laquelle seuls certains agents de l'Administration publique, ainsi que les personnels soignants en service, pourront circuler pour assurer le service minimum.

Pressenti depuis plusieurs jours, ce confinement de Kinshasa suscite de nombreuses inquiétudes au sein de la société civile et de la classe politique, dont certains acteurs ont été prompts à réagir. Le gouverneur de Kinshasa a précisé que la police serait chargée de veiller à l'application des mesures, et notamment le respect des règles lors des jours dédiés à l'approvisionnement. Le ministre provincial de l'Économie aura pour sa part la mission de procéder à travers les agents de son ministère au contrôle des prix dans toute la Ville.

## II. Une légitimité discutable

Le gouverneur aurait été plus complet si son plan était assorti d'un volet social permettant d'appuyer les plus nécessiteux. C'est désolant de voir en plus que cette mesure radicale ne s'accompagne d'aucune proposition économique pouvant rassurer ceux qui sont lésés, a ainsi commenté le député Patrick Muyaya. Il fait partie, avec Juvénal Munubo, Claudel Lubaya et Francine Muyumba des élus de différents partis d'un groupe de parlementaires qui ont appelé les autorités à garantir l'accès à l'eau potable et à l'électricité, réclamé, l'allègement des coûts et conditions de leur consommation ainsi que la prise en charge totale des factures d'eau et d'électricité pendant cette période.

Une telle mesure est-elle applicable dans une ville aussi vaste, densément peuplée, et où les inégalités sociales sont abyssales? Joint par *Jeune Afrique* à la veille de l'instauration de l'état d'urgence, le Professeur Jean-Jacques Muyembe, coordinateur de la cellule de riposte au coronavirus, affirmait que le confinement de la capitale n'était « ***pas une obligation*** ». Il faut aussi tenir compte de l'aspect social. Beaucoup de gens vivent au jour le jour et ont besoin de sortir pour gagner leur revenu quotidien, insistait Jean-Jacques Muyembe, qui n'a visiblement pas été entendu par les autorités kinoises. D'où on a subi des conséquences tout à la fois économiques qu'éducatives.

### 1. Des conséquences économiques

La Covid-19 a eu des répercussions économiques dans toute la République Démocratique du Congo. Les restrictions sur les opérations commerciales, les perturbations aux frontières internationales et la baisse de la demande pour les exportations clés au cours de 2020 et 2021 ont toutes eu un impact négatif sur la croissance, l'emploi et les niveaux d'endettement. Aujourd'hui, près de deux ans après le début de la crise Covid-19, l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les activités des entreprises en République Démocratique du Congo reste constant. Au lendemain de la troisième vague, le taux de vaccination de la RDC reste limité.

## 2. Conséquences éducatives

Partout dans le monde, nos vies ont été mises entre parenthèses en raison de la pandémie de COVID-19, et les élèves n'ont pas été épargnés. En République démocratique du Congo, la fermeture des écoles, ordonnée par le Président de la République, a interrompu l'apprentissage des enfants. Au début du confinement, les enseignants ne savaient pas combien de temps cette situation allait durer. Pour que l'apprentissage puisse se poursuivre, les élèves avaient des devoirs à faire à la maison mais cette solution n'a finalement pas fonctionné. En République Démocratique du Congo, seules quelques personnes ont facilement accès aux outils nécessaires à l'apprentissage à distance, notamment une connexion Internet et une électricité fiable.

Aujourd'hui, quelques mois après la reprise des cours, l'impact négatif de la fermeture des écoles et de l'accessibilité aux ressources sur les enfants est évident. Selon le frère directeur de l'école primaire de NDOBO (située dans la mission catholique Sacré-Cœur dans la province du Kwilu en République Démocratique Congo), le niveau des élèves de l'école primaire a considérablement baissé à cause du confinement.

“J’ai personnellement constaté une baisse de performance des élèves depuis que les activités scolaires ont repris. Par exemple, en cours de lecture, lorsqu’un enfant arrivait en troisième année d’école primaire, il était capable de lire une invitation et de transmettre le message à ses parents, mais aujourd’hui les enfants trouvent cela impossible. Même ceux qui sont en cinquième année ont de sérieuses difficultés à lire et à écrire”, a déclaré le directeur. “En tant que directeur d’école, cela me rend malheureux car l’avenir de ces enfants est vraiment en jeu”.

Élèves, parents et responsables d'écoles sont tous touchés par la fermeture des écoles. Pour les enfants âgés de 6 à 10 ans dans le pays, le développement de leurs connaissances en matière de lecture et d'écriture a connu une interruption conséquente, y compris pour les enfants de la ville de Kikwit.

Un élève de 10 ans en sixième année à LUKOLELA (dans la ville de Kikwit), fait part de son expérience d'apprentissage pendant le confinement : “Lorsque les écoles ont fermé à cause du coronavirus, je ne me sentais pas heureux parce que nous ne pouvions plus étudier à l'école”, raconte Bahati. “Maintenant que je suis revenu à l'école, je suis très heureux car après mes études, je veux être gouverneur du Sud-Kivu”.

Mais beaucoup d'élèves n'ont pas eu le temps de suivre leur scolarité à la maison, soit parce qu'ils jouaient, soit parce qu'ils étaient occupés à faire d'autres choses.

“Pendant que les écoles étaient fermées, nous travaillions la terre, nous cherchions du bois, nous puissions de l'eau; je passais mes journées à participer aux tâches ménagères”, explique l'élève. “Maintenant que nous avons repris l'école, je suis heureuse que nous puissions préparer le TENAFEP – l'examen de fin d'études primaires. Plus tard, j'aimerais être médecin pour soigner les personnes malades de mon village. C'est pourquoi je demande au gouvernement de ne pas fermer les écoles à nouveau, parce que sans école, il n'y a pas d'éducation, et sans éducation, je ne pourrai jamais être médecin”.



Si les écoles ferment à nouveau, cela pourrait être une véritable catastrophe pour de nombreux enfants, en particulier pour ceux qui vivent dans des zones rurales où l'apprentissage en ligne est impossible. Il est vital de se protéger du COVID-19, car la santé passe avant tout, mais l'éducation est également essentielle car les élèves d'aujourd'hui seront les dirigeants de demain.

Le directeur de l'école primaire NDOBO explique ce que les dirigeants peuvent faire pour aider : "Nous ne pouvons pas fuir le coronavirus mais nous devons le combattre. Nous demandons au gouvernement de mieux protéger les enfants à l'école. Nous n'avons pas les moyens d'acheter des thermomètres pour prendre leur température ou des gels désinfectants pour chaque classe. Quant aux masques, beaucoup de parents ont du mal à payer deux ou trois masques pour leurs enfants. Si le gouvernement peut nous fournir des masques, cela nous aiderait vraiment. Depuis que l'enseignement primaire est gratuit, les classes sont pleines, parfois jusqu'à 70 élèves, ce qui rend le respect de la distanciation sociale difficile".

"Le gouvernement pourrait contribuer à faciliter l'accès à l'éducation en construisant plus de salles de classe afin que nous puissions doubler le nombre de classes disponibles et reprendre un apprentissage de qualité".

Les dirigeants mondiaux doivent se réunir pour trouver une réponse mondiale à cette crise de l'apprentissage. C'est l'occasion pour nous et vous de leur demander d'investir dans une éducation de qualité pour tous les enfants, où qu'ils vivent. Après tout, les enfants d'aujourd'hui sont les docteurs, dirigeants et scientifiques de demain.

#### **D. Conclusion**

Les traités et accords internationaux garantissent les droits et libertés fondamentaux. Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits : ce sont les mots les plus beaux et les plus vibrants que contienne souvent un accord international. Les engagements pris par tous les États dans la Déclaration universelle des droits de l'homme représentent un bel accomplissement car ils rejettent la tyrannie, la discrimination et le mépris des êtres humains, qui ont marqué l'histoire de l'homme. La constitution de 2006 et les lois de la République font aussi la même chose. C'est le cas du titre IIème de la constitution et de bien d'autres lois notamment le code pénal de 1940.

Néanmoins, il peut être pris des mesures tendant à la restriction de cette liberté fondamentale lorsque des circonstances graves menacent d'une manière immédiate l'indépendance ou l'intégrité du territoire national ou qu'elles provoquent l'interruption du fonctionnement régulier des institutions. Tel est le cas de l'état d'urgence sanitaire proclamé le 24 mars 2020 en RDC par le chef de l'Etat pour faire face à la pandémie du covid-19.

Il est essentiel et nécessaire que la décision prise pour restreindre les libertés fondamentales doit être légale, proportionnelle et impérieusement requise d'après les circonstances pouvant permettre les citoyens à mieux vivre.

Malgré le fait que l'ordonnance du Président de la République du 24 mars 2020 semble être légale, en prenant la mesure d'interdiction de la circulation des citoyens pendant la crise sanitaire liée à la covid-19 en RDC, cette décision n'était pas nécessaire et impérieuse en ce sens qu'en dépit du confinement, il s'est avéré que la population congolaise se côtoyait comme au paravent et il n'y avait pas eu de graves dégâts de la pandémie comme ailleurs.

Au contraire, le confinement a provoqué une sorte de crise sociale (alimentaire, économique, la scolarité étant devenue dérisoire jusqu'à ce jour, etc...). Ainsi donc, avant de prendre une telle mesure, le gouvernement devrait essentiellement tenir compte des répercussions que cela pouvait avoir nonobstant la pandémie du covid-19.

### **Références bibliographiques**

- Colliard, Albert* Libertés publiques, 7<sup>e</sup> éd., Paris 1989.
- Dumont Henri/Frost*, La responsabilité face cachée des Droits de l'Homme, Bruxelles 2005.
- Hennebel, L./Tigroudja, H.*, Traité de droit international des droits de l'homme, 2<sup>e</sup> éd., Paris 2018.
- Kamukuny Mukinay*, Ambroise, Droit constitutionnel Congolais, Kinshasa 2011.
- Ngondankoy Nkoy-ea-Loongya*, Droit congolais des droits de l'homme, Louvain-la-Neuve 2012.
- Stirn, Bernard*, Les libertés en question, 6<sup>e</sup> édition, Paris 2006.
- Sudre, Frédéric*, Droit européen et international des droits de l'homme, 15<sup>e</sup> éd., Paris 2021.
- Wetsh'Okonda Koso, Marcel*, *La protection des droits de l'homme par le juge constitutionnel congolais. Analyse critique et juridiction (2003–2013)*, Paris 2016.
- Wetsh'Okonda Koso, Marcel*, Le « bloc de constitutionnalité » dans la jurisprudence de la Cour constitutionnelle de la République démocratique du Congo », in : Annuaire congolais de justice constitutionnelle (ACJC) vol. 2/2017, pp. 125–154.